Dorval Brunelle

sociologue, professeur de sociologie, UQAM

(1997)

“La société illibérale duplessiste”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Dorval Brunelle
sociologue, professeur de sociologie, UQAM

“La société *illibérale* duplessiste”

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction d'Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet, **Duplessis. Entre la grande noirceur et la société libérale**, pp. 327-347. Montréal: Les Éditions Québec/Amérique, 1997, 397 pp. Collection: Débats. Programme d'études sur le Québec de l'Université McGill.

M. Brunelle nous a accordé le 1^{er} décembre 2006 son autorisation de diffuser électroniquement cet article dans Les Classiques des sciences sociales.

Courriel : brunelle.dorval@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5” x 11”)

Édition numérique réalisée le 7 décembre 2006 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Dorval Brunelle
sociologue, professeur de sociologie, UQAM

“La société illibérale duplessiste”

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction d'Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet, **Duplessis. Entre la grande noirceur et la société libérale**, pp. 327-347. Montréal: Les Éditions Québec/Amérique, 1997, 397 pp. Collection: Débats. Programme d'études sur le Québec de l'Université McGill.

Table des matières

[Introduction](#)

[La thèse](#)

[La critique](#)

[Le duplessisme](#)

[La question de fond](#)

Dorval Brunelle
sociologue, professeur de sociologie, UQAM

“La société illibérale duplessiste”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction d'Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet, **Duplessis. Entre la grande noirceur et la société libérale**, pp. 327-347. Montréal: Les Éditions Québec/Amérique, 1997, 397 pp. Collection: Débats. Programme d'études sur le Québec de l'Université McGill.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

En proposant de qualifier plutôt d'« illibérale » la nature de la société qui prévalait sous la gouverne du premier ministre Duplessis, je ne suis pas convaincu d'avancer une interprétation totalement incompatible avec celle qui est soutenue dans les pages de l'ouvrage de Bourque, Duchastel et Beauchemin, *La Société libérale duplessiste*¹. Et ce n'est pas par flagornerie ni non plus par souci de ménager l'inconciliable que j'avance ce constat, c'est plutôt parce que mon argumentation se déploiera sur un terrain qui ne correspond pas en tout point à celui qui est couvert par les auteurs. Que cette dissidence puisse éventuellement ouvrir sur un problème de fond et, en particulier, sur un désaccord épistémologique, c'est sans doute ce que je devrai me résoudre à marquer en temps et lieu.

¹ Gilles Bourque, Jules Duchastel, Jacques Beauchemin. *La Société libérale duplessiste : 1944-60*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1994.

Pour le moment, je voudrais m'en tenir à deux choses : une présentation succincte de la thèse telle que je l'ai comprise et, par la suite, la formulation d'une critique d'ensemble. Plus tard, en dernière partie, j'aborderai ce que je crois être le lieu le plus précis de la divergence qui nous sépare, et je puis d'ores et déjà annoncer que l'on commet un contresens en accolant le qualificatif « libéral », ou celui d'illibéral d'ailleurs, non pas à la notion de société en tant que telle, mais bien à la notion de société quand elle se trouve inscrite dans le syntagme qui apparaît en titre. Ce faisant, on se trouve à juxtaposer ou à placer à un même niveau deux ordres de préoccupations hétérogènes. Un premier niveau, celui dont on entend rendre compte en recourant au qualificatif « libéral », renvoie à la mise à jour des paramètres fondateurs de la société civile en tant que telle ; 1) autre, celui qu'évoque le qualificatif « duplessiste », renvoie quant à lui à la logique de l'action politique et administrative mise de l'avant dans un contexte socio-politique précis.

Par ailleurs, ce contresens renvoie, *volens nolens*, à une question beaucoup plus polémique, c'est-à-dire politique : est-il légitime de prétendre, de croire ou de laisser croire que l'on puisse qualifier de « libéral » l'état de société qui prévaut dans un contexte socio-politique donné alors que la nature de l'idéologie, ainsi que certains des aspects du projet politique qui anime les autorités provinciales dans leur gouverne, se trouvent, dans une proportion non négligeable, placés en dehors des canons du libéralisme, voire en totale contradiction par rapport à eux ? C'est ce double désaccord qui m'a conduit à écrire en italique le mot « illibéral » dans le titre et nullement le fait, somme toute trivial au fond, que le terme n'existe pas encore dans les dictionnaires de langue française, alors qu'il fait depuis longtemps partie des patrimoines linguistiques anglais et espagnol, entre autres.

La thèse

[Retour à la table des matières](#)

Bourque, Duchastel et Beauchemin engagent une polémique théorique et méthodologique contre les tenants de la thèse dite du « retard ». Rappelons rapidement que, en vertu de cette interprétation, l'analyse de la société canadienne-française devrait prendre acte d'un décalage historique liminaire en quelque sorte. Selon ce décalage, cette société relèverait, sur les plans à la fois analogique et normatif, d'un cadre de référence qui ne correspond pas encore à celui à l'aune duquel il conviendrait d'évaluer les sociétés contemporaines, mais bien plutôt d'un cadre de référence appartenant à un type différent de société, à savoir la société traditionnelle. En ce sens, le Québec des années 1940 et 1950 opérerait encore et toujours sous l'égide d'un ensemble de normes et de valeurs propres à un autre âge. La transition à la pleine modernité ne serait intervenue, dans les faits, qu'avec le déclenchement de la Révolution tranquille à l'aube des années 1960. Cette grille d'analyse permet alors d'établir la nature du décalage entre les sociétés québécoise et canadienne. Elle permet également de caractériser la Révolution tranquille en tant que rattrapage, ou en tant que transition, depuis un état de société traditionnel vers cet état plus avancé de la société canadienne.

Supposons un instant que la thèse du retard ait eu un ascendant important et significatif dans l'historiographie québécoise, ce dont on peut douter. L'argument repose sur une conceptualisation étroite et dogmatique des phénomènes de la transition. Il conviendrait de porter au crédit des auteurs d'avoir voulu en découdre et proposer à la place une interprétation moins rudimentaire au niveau théorique et moins indéfendable au niveau empirique des lieux et places occupés par la société canadienne-française à l'époque au sein de l'ordre économique et politique canadien. À cette fin, nos auteurs proposent plutôt de camper un cadre d'analyse selon lequel la société au Québec en ces années était déjà entrée de plain-pied dans la modernité capitaliste. Dans ces conditions, c'est bien en termes d'évolution à l'intérieur d'un cadre capitaliste d'ensemble qu'il conviendrait de poser la question de

fond à propos de la nature de la société dans un contexte par rapport à l'autre. La solution au problème posé passe alors par la mise au jour d'une scansion théorique susceptible de rendre compte de la dissimilitude entre certains référents propres à la société au Québec d'une part, et ceux qui prévalaient au Canada d'autre part. Ceci avancé, les auteurs retiennent une nomenclature à l'intérieur de laquelle ils établissent trois formes d'État pour rendre compte du décalage en question : l'État libéral, l'État-providence et l'État néo-libéral. La suite de l'argumentation consiste alors à montrer en quoi et comment, à partir d'une analyse serrée des discours d'un certain nombre d'acteurs-clé, la discursivité mise en œuvre dans le contexte politique au Québec à l'époque s'inscrivait essentiellement à l'intérieur d'un cadre de référence propre à un État libéral. Au même moment et au niveau fédéral, on aurait plutôt eu affaire à une discursivité qui se serait déployée à l'intérieur d'un cadre de référence providentialiste.

Avant d'aller plus loin, je voudrais avancer un ensemble de remarques à propos du cadre théorique que je viens d'esquisser. En premier lieu, je ne crois pas que l'idée de juxtaposer des formes d'État qui correspondraient à une évolution en quelque sorte endogène du système capitaliste représente un déni probant à la thèse du retard. En effet, on peut déplacer l'angle d'approche depuis une dichotomie qui opposait deux stages, l'un prémoderne ou traditionnel, l'autre, moderne, et poser plutôt le recours à une trichotomie délimitant des formes d'État qui correspondraient à des phases d'évolution d'un système capitaliste. L'enjeu du retard, ou celui du décalage, peu importe, demeure tout aussi présent cette fois-ci que la précédente dans la mesure même où il faudrait expliquer au préalable en quoi et pourquoi le nouveau cadre d'analyse serait susceptible d'accroître l'intelligibilité des fondements axiologiques et normatifs de l'action politique et administrative à Québec. La gouvernance politique au Canada aurait été déjà campée dans une phase ultérieure du capitalisme.

Je voudrais soumettre à la réflexion que le problème tient ici aux termes mêmes auxquels on a eu recours pour réinterpréter une conjoncture historique particulière. Il y a en effet un présupposé dans ce genre d'explication qui m'apparaît grever l'analyse dans son ensemble d'une invalidité première. Ce présupposé tient au fait que l'on pose, au point de départ, une étanchéité liminaire entre deux formes d'État qui

ne correspond ni au statut juridique de la *province* de Québec dans le fédéralisme canadien, ni à l'économie politique qui est sanctionnée dans l'espace canadien à l'époque. Enfin, cette étanchéité liminaire ne correspond pas à la place objective occupée par l'économie canadienne à l'intérieur de l'économie continentale, voire au sein de l'économie mondiale, depuis la Deuxième Guerre mondiale. En fait, les auteurs sont partis de cette soi-disant étanchéité entre deux formes d'États, pour reconstruire et reconstituer, à rebours en quelque sorte, une étanchéité correspondante entre deux États, deux sociétés, deux économies. Et ce, alors qu'il n'y a pas plus d'extériorité entre les prérogatives respectives des pouvoirs fédéral et provinciaux qu'il n'y a d'extériorité entre les sociétés et les économies canadienne et québécoise. En ce sens, les formes et modalités de l'intégration de l'économie québécoise à l'espace nord-américain, sinon à l'économie-monde, sont indissociables des formes et modalités de l'intégration de l'économie canadienne. D'ailleurs, ces dernières sont tout à fait déterminantes pour comprendre celles-là, alors que l'inverse n'est pas vrai : les gouvernements provinciaux ne disposent pas des prérogatives en matière de commerce international, ni dans le domaine des affaires étrangères, par exemple. Or, il serait sans nul doute beaucoup plus éclairant de prendre fait et acte de ces interconnections et de ces complémentarités juridiques. On pourrait ainsi, comprendre les stratégies des acteurs politiques de part et d'autres de lignes partisans et juridictionnelles dans un contexte de grande fluidité économique, au lieu de plaquer sur ces rationalités un cadrage théorique qui conduit à une désubstantialisation des enjeux en présence qui mythifient le sens et la portée des dissensions entre certains acteurs. Par ailleurs, ce n'est pas un des moindres paradoxes de cette mise en scène, au niveau de sa vérification empirique maintenant, que d'appuyer sa démonstration sur la valorisation de certains discours ou de certains vecteurs sociaux aux dépens d'autres acteurs et, en particulier, aux dépens de la parole contestataire des formes et contenus de la gouverne duplessiste à l'intérieur même de la société québécoise de l'époque. Cette parole se trouve de ce fait placée en marge d'une narration nationaliste.

Cette stratégie de recherche promeut une intelligibilité précise ; elle défend et soutient une approche centrée sur une vision épique de l'État québécois, avec son économie et sa société en tant qu'entités séparées d'un État autre, l'État canadien avec son économie et sa société.

Or, l'État canadien n'a pas plus, ou moins d'ailleurs, de prise, ou de compétence si l'on veut, sur la société québécoise qu'il n'en a sur la société ontarienne ou sur la société néo-brunswickoise, ou sur n'importe quelle société provinciale. En effet le partage des compétences prévu dans la Constitution attribue aux provinces l'entière responsabilité en matière de propriété et de droits civils. En ce sens, la notion de société canadienne renvoie *de facto* et *de jure* à la somme des sociétés provinciales. Il serait tout à fait abusif d'opposer une société québécoise d'un côté, à une société canadienne de l'autre, sans préciser plus avant le lieu par lequel passe l'opposition, faute de quoi on ne devrait, au mieux, qu'opposer la société québécoise aux autres sociétés canadiennes. Mais j'admets immédiatement que cet argument est très formel puisque, en vertu de l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique (AANB), le pouvoir fédéral avait, au départ, assumé la responsabilité d'uniformiser les normes de la *Common Law* dans les anciennes colonies britanniques. La codification du Code civil bas-canadien avait été, quant à elle, promulguée en 1866, une année avant l'adoption de l'AANB. Si donc l'on peut opposer une société québécoise à une société canadienne, c'est essentiellement sur la base de deux ordres civils relevant de cadres normatifs distincts, le droit civil d'un côté, la *Common Law*, de l'autre. Ceci posé, il n'en reste pas moins que le pouvoir fédéral n'a pas plus de compétence sur un ordre qu'il n'en a sur l'autre.

En deuxième lieu, invoque-t-on plutôt le décalage comme contre-argument face à la thèse du retard ? On opère alors avec un cadre qui oblitère la richesse historique des luttes politiques et sociales engagées sur place, c'est-à-dire au Québec même, contre les thèses et les arguments de ceux et celles qui, pour m'inscrire momentanément dans une telle interprétation, favorisaient plutôt le rattrapage. En ce sens précis, ces derniers critiquaient certaines dysfonctions induites dans le système social à la suite de la promotion et de la défense d'un ensemble de valeurs sociales et politiques qui se trouvaient à contre-courant par rapport à l'évolution du pays réel.

En troisième lieu, avancer, sur cette base, que la société sous Duplessis puisse être qualifiée de société « libérale », c'est commettre un jugement de valeur qui m'apparaît rien moins que contre-intuitif. Que le credo politique de Duplessis ait pu accommoder un certain libéra-

lisme économique, voire un libéralisme économique certain, comme l'a démontré avec brio Gérard Boismenu dans son livre, *Le Duplessisme*², de cela on pourra convenir sans difficulté. De là à poser que la société dans son ensemble ait pu opérer sous les paramètres du libéralisme, il y a un pas que l'on ne peut franchir. Ce serait, d'une part, enlever au qualificatif toute sa substance. Ce serait d'autre part, se tromper de manière profonde sur les fondements normatifs d'un ordre social tel qu'il prévalait sous la gouverne de Maurice Duplessis.

D'ailleurs, au seul niveau de la politique économique, l'argument ne tient pas sans lui apporter des correctifs majeurs. En effet, si l'économie politique duplessiste est libérale vis-à-vis des investissements étrangers ou canadiens, elle est particulièrement protectionniste vis-à-vis des petits propriétaires canadiens-français. Au surplus, si cette économie politique est libérale vis-à-vis des capitaux, elle est carrément corporatiste vis-à-vis des syndicats. Ensuite, au niveau rhétorique, le credo duplessiste, loin d'être libéral, est conservateur ; il est nationaliste, voire même carrément réactionnaire dans son approche de la question sociale, en particulier.

je sais bien, ces mises au point n'invalident pas la thèse soutenue, dans la mesure où les éléments que je viens de présenter rapidement s'inscrivent, aux yeux des auteurs, dans le cadre libéral, de manière large et englobante en quelque sorte. D'ailleurs, à l'appui de cet argument, il suffirait de rappeler, par exemple, à quel point bon nombre d'États capitalistes, durant cette même phase dite « libérale » de leur évolution, ont pu connaître une hétérogénéité non moins grande entre la définition de la politique économique d'un côté, et celle de la politique sociale de l'autre.

² Gérard Boismenu, *Le Duplessisme*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1981.

La critique

[Retour à la table des matières](#)

Aussi, afin d'approfondir et de valider la critique de ce cadre d'analyse, il convient de revenir sur un élément qui a été mentionné plus tôt, à savoir la validité même de l'établissement d'une si grande étanchéité conceptuelle entre deux formes d'État dans un contexte fédéral. En ce sens, comparer l'État québécois sous Duplessis à des formes d'État apparemment apparentées comme la France sous Poujade, l'Espagne sous Franco ou le Portugal sous Salazar, me semble contre-indiqué. Le Québec, en tant qu'entité infra-étatique, ne correspond pas à ces situations, dans la mesure où la porosité entre les frontières normatives et axiologiques à l'intérieur de l'espace canadien compromet irrémédiablement le gouvernement du Québec dans l'évolution même du système politique et économique canadien.

Dans ce cas-ci, le recours même à la notion d'État pour saisir conceptuellement le cas du Québec me semble imposer une grille d'analyse difficile à appliquer. Il me semble surtout engager l'interprétation sur une fausse piste. Et c'est moins le substantif lui-même qui est en cause, bien sûr, puisque l'on a recours à la notion d'État dans la plupart des contextes constitutionnels caractérisés par la prédominance d'un cadre fédéral, comme c'est le cas aux États-Unis, au Mexique ou en Allemagne, entre plusieurs autres. C'est bien plutôt le contenu dont on cherche à investir le concept quand il est appliqué de telle sorte que l'on prétende opposer deux formes d'États à l'intérieur d'un même pays, au lieu de parvenir à rendre compte du phénomène inverse : la complémentarité entre deux entités, quelle que soit l'identification qu'on convienne de leur accorder par ailleurs, c'est-à-dire l'absence même de cette extériorité postulée au point de départ.

Il convient, je crois, d'entretenir une certaine méfiance vis-à-vis du recours à un vocabulaire théorique qui risquerait de brouiller les pistes et de réduire l'intelligibilité des processus sociaux. Le cadre formel même à l'intérieur duquel opèrent les acteurs sociaux met à notre disposition les éléments susceptibles d'accroître notre compréhension des

phénomènes sous analyse. Il suffit de rappeler cette banalité selon laquelle le Québec de l'époque, et celui d'aujourd'hui, est rien moins qu'une province pour que la question et son enjeu s'éclairent de manière tout à fait significative. En effet, en tant que province, le Québec est partie prenante dans l'édification de l'État canadien. À ce titre, la province ne peut relever d'un cadre étatique libéral si le Canada dans son ensemble s'inscrit plutôt dans un cadre providentiel, ainsi que peuvent en témoigner les politiques économiques et sociales fédérales sanctionnées dans l'espace canadien, et au Québec même par conséquent. La situation qui prévaut alors, dans un tel contexte, ne diffère plus substantiellement de celle qui peut prévaloir ailleurs au Canada lorsque tel ou tel autre gouvernement provincial tombe dans les mains de partis d'opposition. C'est la même chose aux États-Unis, où l'on rencontre, dans certains États américains, une résistance de même nature vis-à-vis de la sanction du providentialisme de la part du gouvernement fédéral ; cette résistance s'appuie, là comme au Québec, sur des partis d'opposition, des coalitions de classes, des affrontements entre groupes d'intérêts ou des incompatibilités entre organisations qui entendent plutôt maintenir leur autonomie et leur survivance propres. Au demeurant, cette approche permet également, et surtout peut-être, de lier l'évolution en cours au sein d'une province à celles qui se déploient au même moment dans d'autres.

Le Québec d'alors, comme le Québec d'aujourd'hui, est donc essentiellement caractérisé par une surperposition de prérogatives qui relèvent bel et bien de deux ordres de gouvernement. S'il fallait avoir recours à la notion d'État dans ce contexte pour caractériser cette superposition, l'État dont il s'agit devrait rassembler et inclure les deux ordres en question. En clair, l'État canadien représente rien de moins et rien de plus que la somme des gouvernements fédéral et provinciaux. Dans ces circonstances, le recours, de la part d'une entité, le gouvernement québécois en l'occurrence, à une discursivité qui s'inscrirait dans un cadre théorique et pratique dissonant par rapport à celui qui est sanctionné au niveau fédéral, renverrait moins à une confrontation entre deux États qu'à un affrontement, au sein d'un même État, entre deux entités. Et ce serait d'ailleurs l'absence même d'homologie entre les deux entités qui expliquerait au mieux, en définitive, l'incompatibilité de deux pouvoirs voulant établir leur hégémonie propre sur l'espace québécois. En revanche, le recours à l'étanchéité théorique nous

conduirait à minimiser la part de la souveraineté du fédéral à l'intérieur même des frontières du Québec dans la définition et la défense du providentialisme. Car, il est une remarque subsidiaire de grande importance méthodologique qu'il convient de consigner ici : le poids du pouvoir fédéral canadien sur la gouverne du Québec ne passe pas seulement par la confrontation entre lui et le pouvoir provincial, une confrontation limitée somme toute aux zones d'ombre de la Constitution elle-même, mais il passe surtout par la complémentarité entre les deux niveaux de gestion et d'encadrement de la société.

Dans ces conditions, si l'on doit interpréter le recours au libéralisme économique de la part du gouvernement duplessiste dans la définition de certaines politiques ou programmes, ce recours s'inscrit moins dans une logique alternative, mais bien plutôt à l'intérieur de la logique d'un seul et même système politique et constitutionnel dont le maître d'œuvre demeure, bien sûr, le pouvoir fédéral canadien. À son tour, cette suprématie ne fonde pas le pouvoir fédéral en tant que pouvoir extérieur au Québec, mais bien comme un pouvoir à la fois éminent, complémentaire et concurrent pour toutes les provinces, et pour le Québec par conséquent. Cette seule prise en compte doit obligatoirement conduire à recentrer l'angle d'analyse, car l'enjeu du pouvoir fédéral se trouve dédoublé en quelque sorte. On le rencontrera à la fois dans le Québec et à l'extérieur du Québec, ce qui implique nécessairement que le providentialisme, en l'occurrence, sera également sanctionné au Québec, mais depuis un lieu qui n'est évidemment pas celui qu'occupe le pouvoir en poste à Québec. Si donc l'on devait recourir à la théorie des deux États, il faudrait au moins concéder que ces eux États se disputent un même espace d'une part, que cette superposition conduit à un enchevêtrement des discours à l'intérieur d'une seule et même logique de système d'autre part. D'ailleurs, il faudrait pousser encore plus loin la réflexion à ce sujet et convenir maintenant que si les deux pouvoirs ne sont pas étanches, deux sociétés, les sociétés canadienne et québécoise, ne le sont pas non plus. Résultat évident, c'est, entre autres, à l'intérieur même du territoire québécois que s'affronteront les acteurs sociaux qui défendent et promeuvent le providentialisme et ceux qui souscrivent plutôt au libéralisme ou au conservatisme. C'est d'ailleurs ce dont rend compte l'expression « société canadienne-française ». Ce terme n'a de sens et ne peut fonder une identité séparée qu'à la condition même de relever à quel point le

recours alternatif aux expressions de société canadienne et de société québécoise ne pouvait pas refléter ce dont il était alors question : ce recours ne parvenait pas à rendre compte d'une identité qui traversait latéralement en quelque sorte, les deux sociétés. Ce paradoxe est d'autant plus curieux que la société québécoise possédait déjà à l'époque son propre cadre juridique, le droit civil. À ce titre, elle aurait été susceptible de donner prise à une auto-référence identitaire qui aurait pu fonder un État québécois, en un sens hégélien du terme en quelque sorte, c'est-à-dire un État en tant que « réalité en acte d'une moralité objective ». Mais pour que l'on puisse poser un tel État, encore aurait-il fallu - et faudrait-il toujours d'ailleurs - que la société civile québécoise se reconnaisse en tant que moralité subjective. Or, cette subjectivité implique la reconnaissance des identités qui prévalent au sein de la société civile, une reconnaissance rendue d'autant plus illusoire tant que des sujets de droit en plus ou moins grand nombre s'identifient déjà à l'autre État. Pour penser un État québécois en tant que prolongement d'une société civile québécoise, il faudrait alors surmonter ou affronter toutes ces subjectivités qui maintiennent allégeance à l'État canadien. Il faudrait alors conclure de cette mise en perspective que le droit civil ne suffit pas à fonder l'État libéral. Il faudrait tenir compte d'une pluralité de sphères normatives qui, parce qu'elles tombent sous la juridiction d'un pouvoir législatif alternatif, fondent et valident des allégeances contradictoires. C'est vrai, bien sûr, du droit pénal, du droit municipal, mais c'est vrai aussi du droit commercial et surtout, du droit dit « statutaire », c'est-à-dire des normes fédérales dans des domaines aussi disparates que peuvent être le droit fiscal, le droit social ou le droit commercial.

Le duplessisme

[Retour à la table des matières](#)

Ceci posé, il apparaît au premier chef que la société québécoise sous Duplessis est une société marquée par le conflit, par l'affrontement ou par l'accommodement. C'est le lot de toutes les sociétés travaillées par des ordres normatifs concurrents, et pour autant que ces ordres s'inscrivent dans des velléités hégémoniques irréconciliables. C'est vrai du Québec, de manière aigüe en quelque sorte, mais c'est

vrai également de toutes les provinces canadiennes, comme c'est vrai des États aux États-Unis, voire des États dans des contextes beaucoup plus centralisés, comme c'est le cas au Mexique, par exemple.

La question de fond, au Québec, demeure bien sûr l'irrésolution d'un enjeu central lié au fait qu'une minorité au sein de l'État canadien occupe, au Québec, une position politique majoritaire. Mais de ce fait, on ne pourrait conclure à l'automaticité de l'identification à la citoyenneté québécoise pour tous les habitants du Québec, loin de là. Deux référendums ont, pour le moment en tout cas, établi la preuve du contraire. La transition depuis la société canadienne -française à une société québécoise assimilable, par exemple, à la société américaine ou à la société française constitue, pour le moment, une pure vue de l'esprit.

Dans les faits, la société québécoise demeure un référent second à ce point marginal qu'il n'empêche pas une majorité de Québécois d'être et de se penser en tant que citoyens canadiens. En d'autres termes, nous n'avons pas ici, pas encore en tout cas, d'homologie significative entre l'identité et la citoyenneté.

C'est dans le prolongement de cette insurmontable contradiction, qu'il convient alors de prendre acte de la politique duplessiste en tant que politique de confrontation. Cette politique l'oppose au déploiement, non pas tellement du providentialisme, mais bien d'une certaine vision de la canadianité fondée sur une solidarité sociale d'inspiration bévériidgienne qui va à l'encontre des solidarités privées, cléricales ou corporatistes qui lui paraissent au premier chef caractériser la société canadienne-française, c'est-à-dire une identification collective de soi susceptible de promouvoir la fameuse triade : foi, race et langue.

C'est d'ailleurs pourquoi la politique duplessiste se déploie selon deux grandes lignes de force : contre le pouvoir fédéral d'un côté, et contre les ennemis de l'intérieur de l'autre. Le premier affrontement répond aux canons de la rivalité politique la plus classique que l'on ne peut pas hypostasier inutilement en ayant recours à la

métaphore des deux États ; le second est, quant à lui, tout aussi partisan dans ses fondements comme dans ses termes. En attendant, les forces de promotion du providentialisme sont déjà à l'oeuvre à l'intérieur de la société québécoise à l'époque, contre les tenants du maintien d'une solidarité canadienne -française. Et ce sera précisément l'ambiguïté même d'une alliance socio-politique disparate entre fédéralistes, syndicalistes et nationalistes de seconde génération, entre autres, contre l'identification canadienne-française, qui conduira à l'établissement d'un clivage articulé autour d'une nouvelle opposition entre les « pouvoirs » canadien et québécois, pour reprendre la nomenclature de Claude Morin ³, par exemple, clivage qui fera les beaux jours de la discursivité portée par les artisans de la Révolution tranquille. Bien sûr, pas plus que la précédente, cette opposition ne correspond pas à un affrontement entre États, et ce serait d'ailleurs la raison pour laquelle le discours nationaliste actuel préfère avoir recours, par renversement de problématique en quelque sorte, à l'expression de Canada anglais, pour tracer la ligne d'opposition entre les deux identités. Cette stratégie porte l'insigne avantage de subsumer l'ancienne identification en tant que Canadien français sous la notion de Québécois tout court, comme si le terme avait gagné en intensité en larguant quelque qualification que ce soit.

Mais il s'agit là d'une autre question. Pour revenir au thème initial, il convient d'insister sur le fait que l'opposition au duplessisme, une opposition tout ce qu'il y a de plus libérale d'ailleurs, aurait voulu voir Duplessis faire droit à ce pluralisme identitaire propre à la société canadienne de l'époque. Au surplus, cette opposition rassemblait également, dans une alliance tactique, les défenseurs du providentialisme, que ceux-ci aient été fédéralistes ou provincialistes d'ailleurs. Cette alliance constituera et portera une opposition au duplessisme qui formera le fer de lance de la Révolution tranquille, une alliance large de libéraux et de socio-démocrates, d'interventionnistes provinciaux et fédéraux, tous rassemblés et momentanément alliés contre le provincialisme canadien-français défendu par le pouvoir duplessiste à l'époque. Il ne faudrait quand même pas escamoter ce fait indéniable que la Révolution tranquille elle-même n'a pas non plus représenté une évo-

³ Claude Morin, *Le Pouvoir québécois en négociation*, Montréal, Éditions du Boréal, 1972.

lution endogène depuis un régime libéral vers un régime providentialiste. Elle a représenté plutôt une vaste coalition d'intérêts autour d'un projet tout autant porté par des fédéralistes que par des nationalistes québécois, tout autant par des libéraux que par des promoteurs de l'étatisme.

En ce sens, invoquer *l'illibéralisme* de Duplessis, c'est mettre en lumière des pratiques de gouvernement qui persistaient à brouiller la distinction entre le sacré et le profane dans la définition de la société civile et qui persistaient à faire dévier la distinction entre le public et le privé dans le processus même de promulgation des lois. Prétendre alors que la société elle-même a été libérale apparaît alors comme un détournement de sens : il n'y avait, au départ comme à l'arrivée, rien de moins, ni rien de plus qu'une société civile soumise à un pouvoir provincial nationaliste et conservateur.

La question de fond

[Retour à la table des matières](#)

À l'arrivée toutefois, je ne crois pas que les éléments fournis apportent un démenti suffisant à la thèse défendue par Bourque, Duchastel et Beauchemin. En effet, en plaçant, comme cela a été fait, les éléments sur le plan où ils l'ont été, on pourrait encore et toujours soutenir que, quelque réactionnaires qu'aient été les initiatives législatives des gouvernements de Duplessis, il n'en reste pas moins que le cadre sociétal était au départ, et demeurerait à l'arrivée, un cadre propre à une société libérale. Cette société est définie de prime abord par les canons du libéralisme économique, avec sa défense de la propriété privée, du contractualisme d'un côté, d'un ordre normatif par définition réfractaire aux interventions publiques, c'est-à-dire anti-étatiste de l'autre.

Or, ces caractéristiques générales ne suffisent pas. Je voudrais insister maintenant sur le fait que la société civile au Québec à l'époque n'était justement pas régie par les canons du libéralisme, qu'il s'agissait bel et bien d'un cadre de référence juridico-institutionnel hybride qui ne répondait pas à certaines exigences de base dans la définition de la

société civile, au sens juridique du terme. La première, et la plus fondamentale, de ces différences tient au fait que la société au Québec n'était pas une société civile, au sens strict du terme, dans la mesure où cette société n'avait même pas encore établi d'étanchéité normative entre les ordres séculier et religieux à l'intérieur même de son propre Code civil. En conséquence, la laïcité, qui est une condition déterminante dans la définition d'un ordre social libéral, ne compte pas parmi les préceptes de base au sein de la société québécoise à l'époque. C'est bien une des raisons pour lesquelles on lui substitue le recours à l'expression de « société canadienne-française », notion dont les fondements reposent sur cette fameuse triade déjà évoquée que sont la foi, la race et la langue. Il relevait pourtant de l'observation la plus superficielle que ce genre d'identification ne pouvait pas se rencontrer au sein de la notion de société québécoise qui, a cause même de ce critère objectif que représente un référent géographique commun, aurait dû rassembler indistinctement des individus de religions, de races et de langues différentes. Les exemples de ce maintien de la place du religieux dans le domaine civil sont nombreux ; en voici quelques-uns : l'entrée en société qui passe obligatoirement par le baptême ; le mariage, qui est essentiellement un sacrement avant que d'être un contrat ; l'acte de sépulture, qui est délivré par les autorités religieuses ; les actes de profession religieuse qui faisaient l'objet de l'ancien chapitre V du Code civil. On commet alors un détournement de sens sur le plan historique en allant maintenant plaquer sur cet ordre social la notion de société québécoise. Les idéologues et théoriciens de l'époque avaient plutôt choisi, pour les raisons évoquées, entre autres, de s'identifier à la notion de société canadienne -française précisément parce que le recours à ce terme leur permettait de contourner l'enjeu du pluralisme religieux, ethnique et linguistique tel qu'il prévalait au Québec à l'époque, et tel qu'il prévaut toujours bien sûr. D'ailleurs, en faisant de la notion de société québécoise la simple transposition de la notion de société canadienne -française, c'est précisément cet épineuse question du pluralisme que l'on escamote complètement au profit de la promotion d'une identité tout ce qu'il y a de plus moniste. En ce sens, l'opération inverse, celle qui consiste maintenant à relire le passé en appliquant la notion de société québécoise aux années Duplessis ne vise pas autre chose, si ce n'est de contourner à nouveau l'enjeu du pluralisme en dédouanant le recours à l'expression de Canadien français de certaines de ses connotations exclusives.

La seconde différence, qui devrait nous prémunir contre toute velléité d'assimilation de cette société à une société libérale, tient au fait que le principe d'universalité y était inopérant. En effet, tous n'étaient pas placés sur un pied d'égalité devant la loi, et la jouissance des droits n'appartenait pas à tous indistinctement. Et sans revenir sur l'épineuse question de la mort civile, abolie en 1906, qui privait de la jouissance des droits certains condamnés, de même que ceux qui faisaient profession de foi religieuse, il faudrait tout de même mentionner le maintien du statut subalterne de la femme mariée qui « doit obéissance à son mari » (ancien art. 174), ou encore, le « droit de correction modérée et raisonnable, droit qui peut être délégué... » (ancien art. 245) du père ou, à son défaut, de la mère sur l'enfant mineur. D'ailleurs, ce manque d'universalité se retrouve un peu partout dans les différentes lois et réglementations adoptées par les gouvernements dirigés par le premier ministre Duplessis à l'époque. C'est vrai en matière de relations patronales-ouvrières, comme ce l'est en vertu de la loi électorale, pour ne citer que ces deux exemples.

Ces deux restrictions posées, c'est-à-dire devant l'absence d'un processus de sécularisation d'un côté, devant l'absence d'universalisation au niveau de la reconnaissance et de la jouissance des droits civils et politiques de l'autre, il m'apparaît tout à fait abusif de parler dans ces conditions de société libérale à propos de la société québécoise des années 1940 et 1950, en particulier. Et d'ailleurs, Duplessis n'est en rien responsable de ce cadre normatif, il en a tout au plus hérité. S'il est responsable de quelque chose, c'est de n'avoir rien fait pour l'amender. Il serait pour lors contradictoire de définir désormais comme libéral, un cadre qui ne l'était pas d'une part, ou de dédouaner ce cadre de ses aspects les plus rétrogrades sous prétexte que Duplessis n'y est pas intervenu de l'autre. En conséquence, le soi-disant libéralisme sanctionné par Duplessis dans tel ou tel volet de son programme politique ne devrait pas servir à oblitérer les fondements *illibéraux* de la société de son temps, fondements qui, en retour, servaient de cadre de référence obligé dans la définition d'ensemble de sa gouverne politique. Or, cette gouverne a pu parfois se présenter comme une gouverne libérale au niveau rhétorique. Elle était par ailleurs trop compromise dans sa lutte contre la sécularisation d'un côté, ainsi que dans le maintien de sphères de justice séparées, c'est-à-dire dans son

opposition de principe à toute forme d'universalité de l'autre, pour que nous puissions lui donner le crédit d'un vocable dont le petit homme n'aurait pas voulu de toute façon.

Fin du texte